

Source : <https://www.marianne.net/> AGORA TRIBUNE LIBRE du 26 mai 2022 10h30

"Les conditions à la souveraineté numérique de la France : vouloir, pouvoir et devoir"

Par Luc Rubiello

Alors que la souveraineté s'avère de plus en plus essentielle, Luc Rubiello, président de l'INNOOO (INNOvation Ouverte par Ordinateur), nous explique comment son association œuvre en ce sens.

Dans son Discours sur la servitude volontaire, Étienne de la Boétie nous prévient : « Soyez résolus à ne plus servir et vous voilà libres » mais aussi « ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux » deux citations qui s'appliquent assez bien à la souveraineté numérique de la France sous tutelle numérique du GAFAM et qui doit se relever pour s'extraire de cette hégémonie.

C'est un travail collectif tout à la fois politique, économique, technologique et civique impliquant l'État, la société civile et les entreprises françaises au titre de leur Responsabilité sociétale car il conditionne notre avenir et celui des générations futures.

De nombreux problèmes

La Seconde Guerre mondiale n'était pas pour les Américains une guerre de libération mais une guerre de colonisation ; leur objectif étant de mettre la France sous tutelle administrative. Ils se sont cependant heurtés au refus d'un homme de Gaulle qui n'a pas laissé faire et leur a fait part le 7 mars 1966 de son intention de quitter le commandement intégré de l'OTAN.

« Un choix de civilisation devient dès lors nécessaire. »

En juillet 1966, le commissaire au Plan, François-Xavier Ortoli, lui présente un rapport dotant la France d'un plan informatique s'inscrivant dans sa stratégie d'indépendance nationale et appelé le « rapport Ortoli » puis « le plan Calcul » et qui durera dix ans. Ayant personnellement rencontré François-Xavier Ortoli j'ai pu en saisir les véritables raisons et comprendre que l'hégémonie américaine actuelle dans les technologies numériques trouve ses racines dans une soumission ancienne tout à la fois de nos gouvernants et des marchés financiers entraînant de fait la soumission des citoyens français aux effets nocifs et délétères du GAFAM devenus insupportables :

- cyberharcèlements et suicides ;
- accessions des enfants à la pornographie à 10 ans en moyenne ;
- surexposition aux écrans entraînant des troubles mentaux ;
- généralisation des « fake news » et désinformation des citoyens ;
- violations en tous genres de la vie privée ;
- revente illimitée de nos données personnelles ;
- abus de position dominante entravant l'innovation ;
- publicité non régulée incitant à l'addiction et à la surconsommation ;
- développement du racisme et de la haine en ligne aboutissant à l'assassinat de Samuel Paty qui serait vivant sans les réseaux sociaux du GAFAM.

Indispensable souveraineté

Un choix de civilisation devient dès lors nécessaire entre l'humanisme qui passe par un internet sans publicité et le transhumanisme de « l'homme augmenté » du GAFAM qui nous promet de « tuer la mort », objectif aussi stérile qu'absurde car tuer la mort reviendrait à tuer la

vie. L'internet mercantile du GAFAM, mû par une cupidité sans limite, s'est en outre développé avec une telle rapidité qu'il fait plus penser à l'évolution d'un cancer qu'il nous faut maintenant traiter. Les cinq multinationales du GAFAM ayant capitalisé plus de 14 fois le budget de l'État français, notre souveraineté numérique économique passe par :

« Toutes les données personnelles des Français récupérées par le GAFAM tombent ainsi sous la loi américaine. »

- la prise de conscience par toutes et tous des dangers du GAFAM qui a des moyens financiers disproportionnés par rapport à l'économie marchande française et que la voie à suivre est de nature associative et non publicitaire car il est impossible de racheter une association loi 1901 de droit français ;
- la volonté politique et l'exemple de l'Histoire : de Gaulle n'a pas laissé faire contrairement à ses successeurs ;
- la construction d'une infrastructure technologique indépendante proposant des solutions numériques concrètes, innovantes et souveraines défendant la langue française (il n'y a pas de langue européenne).

À LIRE AUSSI : ["Les souverainetés industrielles et numériques sont les garantes de notre liberté"](#)

Rappelons que le traçage des données personnelles et de la vie privée des citoyens français ainsi que le stockage sans limitation de durée de toutes nos communications téléphoniques et internet s'effectuent dans le plus grand centre technologique américain de renseignement situé aux États-Unis à Bluffdale dans l'Utah. Toutes les données personnelles des Français récupérées par le GAFAM tombent ainsi

sous la loi américaine qui devient la seule applicable et empêche tout recours.

Le rôle de l'INNOOO

Reconnue d'intérêt général par les Finances publiques, l'association INNOOO est une alternative crédible et reconnue aux moteurs de recherche et aux réseaux sociaux américains pour tous les Français qui veulent accéder à la connaissance sans publicité, arrêter de se faire piller leurs données personnelles et lutter contre les dangers que leur font courir le GAFAM.

« INNOOO ne fait pas que critiquer l'hégémonie nocive du GAFAM. »

L'Internet sans publicité correspond en effet à la culture de la France, pays des droits de l'Homme, car la publicité n'a pas sa place dans une école, un collège, un lycée, un hôpital, une caserne, un tribunal et pas non plus sur Internet car elle nous renvoie d'une société de l'information vers une société de la donnée ce qui constitue un frein majeur à l'accès à la connaissance, une perte de liberté et la fin de la démocratie comme l'ont montré l'affaire Cambridge Analytica et la prise du Capitole.

À LIRE AUSSI : [Souveraineté numérique : les contradictions du quinquennat d'Emmanuel Macron](#)

INNOOO ne fait pas que critiquer l'hégémonie nocive du GAFAM mais propose des solutions technologiques concrètes, innovantes et opérationnelles :

- * un multimoteur de recherche ouvert retournant les réponses les plus pertinentes sans publicité : www.innooo.fr ;
- * les actualités du jour garanties sans « fake news » ;

- * un moteur d'images pour des recherches mettant l'accent sur la sérendipité ;
- * un réseau social acentré (sans système centralisé), libre et modéré ;
- * des actions de sensibilisation aux bons réflexes internet : tutoriels gratuits lancés avec la CNIL, conférences dans les lycées, entreprises et universités, jeu de cartes pédagogiques sur les Bonnes pratiques internet.

Le Pacte numérique

C'est dans ce contexte particulier qu'a germé l'idée du Pacte numérique INNOOO pour tout à la fois lutter contre l'hégémonie du GAFAM et de son internet publicitaire tout en servant de fil directeur aux activités présentes et futures de l'association autour de quatre enjeux de société qui conditionnent notre avenir :

- * « Surexposition aux écrans » : avoir bien en tête les dangers de la surexposition aux écrans ;
- * « Dangers du GAFAM » : qui en abusant de leur position dominante augmente la fracture numérique et constitue un frein à l'innovation ;
- * « Pollution numérique » : comprendre qu'internet est le troisième pollueur mondial et que c'est maintenant que ça se joue ;
- * « Bonnes pratiques internet » : acquérir des bonnes pratiques, trucs et petites astuces informatiques pour de bons réflexes internet avec le jeu de 160 cartes pédagogiques déployé par l'association dans ses groupes locaux.

« L'association INNOOO a ainsi contribué à la genèse du RGPD et de la taxe GAFA. »

La communauté INNOOO comprend plus de 150 informaticiens qui conçoivent, développent et maintiennent les outils en ligne et plus de 116 000 signataires de son Pacte numérique en France et dans les principaux pays francophones. Le rôle de chaque citoyen est à cet égard déterminant : plus le nombre de signataires sera important, plus grand sera l'intérêt des entreprises, des institutions et des politiques de tous bords vis-à-vis de la souveraineté numérique de la France. C'est le sens de notre action actuelle vis-à-vis de tous les députés et sénateurs à qui nous demandons de signer le Pacte numérique ou a minima leur soutien pour renforcer la souveraineté numérique de notre pays et de le relayer auprès des citoyens de leur territoire.

Grâce à ses donateurs, ses soutiens et sa communauté, l'association INNOOO a ainsi contribué à la genèse du RGPD et de la taxe GAFA, qui correspondent aux propositions deux et trois de son Pacte numérique, et qui, bien qu'existant juridiquement, ne sont que peu ou pas appliqués et nécessitent par la société civile, plus proche du terrain, un suivi opiniâtre et tenace pour une application effective. Si vous partagez les valeurs et les sept propositions du Pacte numérique pour l'indépendance et la sécurité Internet de la France, nous vous invitons [à le lire et à le signer](#) mais aussi à le faire signer.

EndFragment

Par Luc Rubiello